

Pour l'ONU, bannir l'IVG est contraire aux droits humains

La politique américaine qui veut aboutir à l'interdiction de l'avortement aux Etats-Unis s'apparente « clairement à de la torture. C'est une privation du droit à la santé » : pour Kate Gilmore, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, qui s'est exprimée dans *The Guardian*, il s'agit d'une forme de « haine extrémiste », « une violence contre les femmes basée sur le genre ».

Les membres du comité d'experts chargé de veiller à la mise en œuvre des neuf principaux traités internationaux protégeant les droits humains ont, a-t-elle ajouté, chacun « déclaré de façon indépendante que l'interdiction absolue de l'avortement est contraire aux droits humains ». Quant au combat anti-avortement des groupes conservateurs, « il s'agit d'une attaque contre la vérité, la science et les normes et valeurs universelles ».

La charge est forte, frontale. A la mesure de cette guerre menée par les prétendus « pro-life », la plupart du temps partisans de la peine de mort, qui ne se préoccupent pas du nombre de femmes mourant d'avortements illégaux dans les pays où l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est bannie.

Le mois dernier, l'Alabama a donc voté une loi interdisant l'avortement (sauf si la vie de la mère est en danger ou que le fœtus présente une malformation mortelle) y compris après un viol ou un inceste. Un médecin qui le pratiquerait risquerait une peine de 99 ans de prison, soit bien plus que la peine maximale pour un violeur.

Le Missouri, lui, punit de 15 ans de prison une IVG au-delà de la 8^e semaine. Et même si la plupart des femmes ignorent

encore à ce stade qu'elles sont enceintes, le Tennessee, l'Ohio et la Géorgie interdisent tout avortement dès la 6^e semaine de grossesse. Ces législations extrêmes ont pour but de pousser la Cour suprême à remettre en cause le principe du droit à l'avortement.

Les Etats-Unis sont-ils le prochain Honduras ? Dans un rapport qui vient de sortir, Human Rights Watch détaille comment, dans ce pays où l'avortement est interdit dans tous les cas, chaque année, 30.000 adolescentes entre 10 et 19 ans deviennent mère sans l'avoir toujours voulu.

Le Honduras, rappelons-le, est un des pays les plus violents du monde. Une femme sur quatre a déjà été physiquement ou sexuellement agressée, et au moins 40 % des grossesses sont non désirées. « Des enquêtes à travers le monde ont montré que quand l'avortement est interdit, explique le rapport, les femmes n'ont pas moins d'avortements : ceux qu'elles subissent sont simplement beaucoup plus risqués. Leur santé et leur vie sont mises en danger ».

L'administration Trump a par ailleurs encore alourdi la politique menée par tous les présidents républicains depuis Ronald Reagan, qui coupent les fonds aux organisations internationales de planning familial pratiquant aussi des avortements. Désormais, les Etats-Unis sont, dans les cénacles internationaux où il est question de santé sexuelle et reproductive, alignés, comme les pires pays autocratiques, sur les positions du lobby anti-avortement.

Vous pensiez que vos droits étaient acquis pour toujours ? Choisissez bien vos leaders politiques...